

France/Présidentielle

Fillon bientôt inculpé mais reste candidat

AFP  
Paris/France

**L'ancien Premier ministre, qui a annoncé qu'il se rendrait à la convocation des juges d'instruction le 15 mars, a dénoncé un "assassinat politique"**

LE candidat de la droite à la présidentielle française, François Fillon, a annoncé hier sa prochaine inculpation dans une affaire d'emplois présumés fictifs impliquant sa famille, tout en assurant qu'il resterait candidat "jusqu'au bout". Dans un nouveau rebondissement d'une campagne mouvementée, François Fillon a déclaré être convoqué "le 15 mars par les juges d'instruction afin d'être mis en examen". Il a précisé qu'il se rendrait à cette convocation tout en dénonçant un "assassinat politique". "Je ne céderai pas, je ne me rendrai pas, je ne me retirerai pas, j'irai jusqu'au bout", a immédiatement ajouté le candidat, 62 ans, dans une déclaration brève depuis son QG de campagne à Paris, en présence de plusieurs ténors de son parti Les Républicains et d'une foule de journalistes. "Ce n'est pas moi seulement qu'on assassine, c'est l'élection présidentielle", a-t-il jugé, alors que le premier tour du scrutin est prévu le 23 avril. Affaibli depuis près de deux mois par cette affaire d'emplois présumés fictifs

qui empoisonne sa campagne, il a clamé son innocence et dénoncé avec virulence les interférences du calendrier judiciaire avec la campagne électorale.

"Je ne reconnais pas les faits. Je n'ai pas détourné d'argent public", a-t-il insisté.

"Depuis le début, je n'ai pas été traité comme un justiciable comme les autres", s'est-il plaint. "L'Etat de droit a été systématiquement violé" et "la présomption d'innocence a complètement disparu", a-t-il dénoncé.

François Fillon avait auparavant annulé hier subitement et sans explication une visite au Salon de l'agriculture à Paris, dans le sud de Paris, passage traditionnel obligé en France pour tout responsable politique et a fortiori pour des candidats à une présidentielle.

**"SUFFRAGE UNIVERSEL"** • Ce soudain changement de programme avait alimenté hier matin de nombreuses spéculations sur l'avenir de la candidature Fillon et la fébrilité était grande dans la salle de son QG avant sa déclaration.

Selon des sources concordantes, le candidat de la droite a reçu dans la matinée en tête à tête plusieurs ténors de son parti et s'est entretenu par téléphone avec l'ancien président Nicolas Sarkozy, dont il était le Premier ministre entre 2007 et 2012.

Triomphalement désigné lors de la primaire de la



Photo : AFP

Le candidat de la droite à la présidentielle François Fillon, hier : "Ce n'est pas moi seulement qu'on assassine, c'est l'élection présidentielle."

droite fin novembre, M. Fillon est en grande difficulté depuis la révélation fin janvier par voie de presse de cette affaire d'emplois présumés fictifs, qui éclabousse aussi deux de ses enfants.

Il avait lui-même indiqué qu'il se retirerait s'il était inculpé, avant de faire machine arrière fin février, expliquant s'en remettre désormais "au seul suffrage universel".

Depuis que le scandale a éclaté, celui qui partait grand favori de l'élection présidentielle a chuté dans les sondages.

La candidate d'extrême droite Marine Le Pen et l'ancien ministre de l'Economie du président socialiste François Hollande, Emmanuel Macron, repositionné au centre, sont désormais les mieux placés pour se qualifier au second tour du scrutin prévu en mai, selon les enquêtes d'opinion.

Eclaboussé par l'affaire "Penelopegate" (prénom de sa femme), François

Fillon ne parvient pas à relancer sa campagne. Depuis le début de l'année, la plupart de ses réunions publiques sont accompagnées de concerts de casseroles, souvent brandies par des militants de gauche.

Le candidat de droite avait dénoncé dimanche un "climat de quasi-guerre civile" en France, accusant le gouvernement socialiste de ne pas prendre les mesures nécessaires pour éviter les incidents ponctuant la campagne présidentielle.

Les investigations portent sur des emplois occupés par Penelope Fillon comme attachée parlementaire de son mari et du suppléant de ce dernier pendant plus de quinze ans, pour un montant total de 680 380 euros (445,6 millions de francs) nets. Elles s'intéressent aussi à son ancien emploi de salariée d'une revue dont le propriétaire est un proche de l'ancien Premier ministre.

Autre sujet d'enquête, les emplois d'assistants parle-

mentaires de deux enfants du couple, Charles et Marie Fillon, auprès de leur père quand ce dernier était sénateur de 2005 à 2007.

Marine Le Pen est aussi sous les projecteurs de la justice : plusieurs de ses proches ont été inculpés par la justice, dans des affaires de financement des campagnes électorales de son parti Front national ou d'emplois présumés fictifs d'assistants de députés au Parlement européen. A ce jour, la candidate, qui ne semble guère handicapée dans les sondages par ces affaires, refuse de se rendre aux convocations de la police. Selon elle, la période actuelle n'offre pas la "sérénité" nécessaire à la justice.

• **Le Maire s'en va.** Deux heures après cette déclaration solennelle, l'ancien ministre de droite Bruno Le Maire, récemment rallié à François Fillon, a annoncé sa démission de ses fonctions de représentant pour les affaires européennes et internationales auprès du candidat de la droite, au nom du "respect de la parole donnée".

• **Les centristes font une pause.** Le parti de centre-droit français UDI a décidé hier de "suspendre" sa participation à la campagne présidentielle de François Fillon, qui a décidé de maintenir sa candidature en dépit d'une prochaine inculpation, a indiqué son président, Jean-Christophe Lagarde.

RDCongo/Deuil

Retour le 11 mars de la dépouille de Tshisekedi

AFP  
Kinshasa/RDCongo

**Une date toutefois "à titre indicatif". Et pour autant que les travaux d'aménagement du site d'enterrement soient achevés à cette échéance.**

LA date du 11 mars a été arrêtée pour le retour en République démocratique

du Congo (RDC) de la dépouille de l'opposant historique Etienne Tshisekedi, décédé le 1er février à Bruxelles, ont annoncé hier la famille de l'opposant et son parti.

L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) "a pris acte de la décision de la famille biologique du président Tshisekedi de rapatrier son corps le 11 mars 2017", selon un communiqué signé par le frère et l'épouse du vieil



Photo : AFP

La dépouille de l'opposant Etienne Tshisekedi (à laquelle la diaspora avait rendu hommage à Bruxelles le mois dernier) devrait être rapatriée à Kinshasa dans une dizaine de jours.

opposant décédé à 84 ans d'une embolie pulmonaire, a déclaré à l'AFP le porte-parole du parti Augustin Kabuya.

"Il s'agit d'une date à titre indicatif", a indiqué de son côté le ministre provincial de l'Intérieur de Kinshasa, Emmanuel Akweti, en ajoutant que "c'est le constructeur du site (d'enterrement) qui communiquera la date définitive aux autorités de la ville et à la famille".

Hier, la télévision publique a montré le gouverneur de la capitale congolaise effectuant une visite d'inspection des travaux de construction du lieu où sera enterré l'opposant

dans un cimetière désaffecté du quartier huppé de Gombe et promettant que les travaux vont "s'achever dans 15 jours".

Emblématique et populaire, M. Tshisekedi est entré en dissidence contre le régime de Mobutu en 1980, avant de s'opposer à ses successeurs, Laurent-Désiré Kabila (1997-2001), puis son fils Joseph Kabila, dont le mandat a officiellement expiré le 20 décembre.

Depuis son décès, les discussions sur l'application de l'accord du 31 décembre sur la mise en place d'un mécanisme de cogestion du pays avant une éventuelle élection présidentielle sont au point mort.

L'opposition avait exigé la nomination d'un nouveau Premier ministre et l'investiture de son gouvernement avant le rapatriement de la dépouille, mais la majorité a conditionné la reprise des négociations sur l'application de l'accord de cogestion à l'organisation préalable de "funérailles dignes" pour M. Tshisekedi.

L'Afrique en bref

• **Egypte/Islamistes. Al-Sissi défend la stratégie de lutte du gouvernement**

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a défendu, dans des déclarations diffusées mardi, la stratégie de son gouvernement dans la lutte contre les jihadistes au Sinaï, où des dizaines de familles chrétiennes ont été chassées par des attaques visant leur communauté.

• **Gambie/Politique. Présidentielle : le verrou de la limite d'âge a sauté**

Les députés gambiens ont adopté mardi une loi supprimant de la Constitution la limite d'âge à 65 ans pour les candidats à l'élection présidentielle. Cette limite d'âge est également valable pour les candidats au poste de vice-président.

• **Lesotho/Politique. Législatives en vue**

Des élections devraient être organisées dans les trois mois au Lesotho après un vote de défiance hier du Parlement contre le Premier ministre Paka-litha Mosisili, à la tête d'un fragile gouvernement de coalition dans un royaume en profonde crise politique.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat. Au moins 16 morts à Kaboul**



Les talibans afghans ont revendiqué au moins deux attentats quasi-simultanés à Kaboul hier visant un poste de police et un centre des renseignements, qui ont fait au moins seize morts et des dizaines de blessés.

• **Irak/Conflit. 26 000 Irakiens ont fui Mossoul-Ouest en dix jours**

Quelque 26 000 civils ont fui la partie ouest de Mossoul au cours des dix premiers jours de l'opération lancée par les forces irakiennes pour en chasser les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) qui opposaient hier une "farouche" résistance.

• **Norvège/Justice. Breivik n'est pas traité de manière "inhumaine"**

Le néo-nazi Anders Behring Breivik, auteur d'une tuerie qui a fait 77 morts en 2011, n'est pas traité de manière "inhumaine" en prison, a jugé hier la justice norvégienne, infirmant la condamnation inattendue de l'Etat norvégien l'an dernier.

C'est arrivé...

Un requin dévore une chienne

UN requin a dévoré une chienne qui pourchassait le bâton lancé par son maître sur une plage de Sydney et les autorités ont demandé aux baigneurs d'éviter d'aller dans l'eau. L'American Staffordshire terrier nageait dans les eaux de Bonna Point Reserve dans le sud de Sydney lorsqu'elle a été happée dimanche soir par un squal.

"On lançait le bâton dans l'eau. La marée était vraiment basse, il y avait une pente (où l'eau devenait plus profonde)", a expliqué son propriétaire au Sydney Morning Herald, se présentant sous son simple prénom, Nigel. "Ça a été très rapide. Il l'a prise et l'a emmenée sous l'eau".

Molly se trouvait alors à cinq mètres du rivage et n'a plus été revue.

"Le requin faisait environ 3,5 mètres de long, il est largement capable de s'emparer d'un humain", a poursuivi Nigel.

Les autorités locales ont confirmé l'incident.

Les spécialistes expliquent que les attaques de requins sont de plus en plus nombreuses à cause de la popularité croissante des sports nautiques. Les attaques mortelles contre des êtres humains restent cependant rares.

... à Sydney (Australie)